

Chapitre VIII
**D'une crise économique
à la crise politique (1930-1960)**
Dictatures et populismes autoritaires
Le « Bon Voisin » entre en guerre

1. La crise de 1929: l'heure des réajustements.

Jusqu'en 1929, l'Amérique latine avait essuyé sur le front économique, particulièrement sensible au plan du commerce extérieur, bien des tempêtes, mais si l'on exclut le marasme prolongé du premier demi-siècle d'indépendance auquel certains pays avaient échappé, les crises avaient été passagères (1822, 1890). Il en alla différemment en 1929. De sorte qu'en 1945, après une Deuxième Guerre mondiale qui fut providentielle pour les économies américaines (les États-Unis en tête, le Canada et l'Amérique latine dans une moindre mesure) car elle avait créé une demande, après près d'une décennie de contraction, l'Amérique latine n'avait pas retrouvé le niveau d'activité économique de 1929. C'est dire le retentissement de la crise.

1) Ses effets se mesurent d'abord à l'énorme contraction des échanges commerciaux. Par comparaison avec 1928 (=100), en 1935, les importations se situent à 31 et les exportations se situent à 35. C'est donc une chute des deux tiers. Entre-temps le commerce mondial a chuté de 68 B\$ en 1929 à 27 B \$ en 1932. Cette contraction est d'abord le reflet d'un effondrement des prix:

	100 en 1929	31	en 1932
blé (EU)			
café	"	37	"
coton	"	39	"
sucre	"	55	"
étain	"	48	"
cuivre	"	31	"

La contraction (plus grande en valeur qu'en volume) affecte peu la production agricole céréalière, davantage l'agriculture tropicale (sucre cubain: de 4,8 Mt à 2,8 Mt en 1938-39; sans effet au Brésil), et très fortement le secteur des métaux (mais pas le pétrole); la production de nitrate au Chili chute de 3,2 Mt en 1929 à 0,4 Mt en 1933, entraînant un effondrement financier, fiscal, une récession générale dans ce pays d'exportations minières.

2) Parmi les conséquences immédiates, citons:

- un effondrement des recettes fiscales liées aux droits de douanes: ainsi le budget national colombien diminue de moitié;
- des sorties de capitaux: les étrangers rapatrient

leurs placements et suspendent les investissements;

- un déficit de la balance des paiements, suivie d'une expansion monétaire (inflation);
- un arrêt du remboursement de la dette (moratoire); l'expansion monétaire donne lieu à une inflation et les gouvernements manipulent les taux de change.

La crise marque la fin du libéralisme économique:

- L'État devient ouvertement interventionniste. C'est le retour au dirigisme pour le sauvetage de l'économie. L'objectif est de préserver les intérêts de la classe dominante (au Brésil, l'État procède à l'achat de café invendable pour le brûler, y compris dans les locomotives).

Parmi les moyens, il y a des remèdes d'inspiration malthusienne (restreindre la production) et il y a la concertation (pour fixer les prix de certains produits, tels l'étain, le cuivre, le sucre). Le secteur public est perçu comme la locomotive (CORFO au Chili, Nacional Financiera au Mexique) pour insuffler un dynamisme au secteur privé. C'est l'État-*"recteur de l'économie"*.

- Des analystes parlent d'une nouvelle phase: au «développement vers l'extérieur» qui aurait caractérisé la période 1880-1930 succéderait le «développement vers l'intérieur». Ce sera l'industrialisation par substitution aux importations.

A) Du libéralisme au «développementisme»

Le libéralisme fut libre-échangiste. Il postulait que chaque nation devait se concentrer dans les domaines où elle détenait les **"avantages comparatifs"**. L'industrialisation n'était pas souhaitable en Amérique latine. Comme l'écrivait un Colombien: "Dans un pays riche en mines et en produits agricoles, qui peut soutenir un commerce d'exportation considérable et profitable, les lois ne devraient pas tenter d'encourager les industries qui pourraient distraire les habitants des emplois dans l'agriculture et la mine, dont ils peuvent tirer plus d'avantages. Les Grenadins [Colombiens] ne peuvent résister dans leurs manufactures à la concurrence des Européens et des Nord-Américains... L'Europe, avec une population intelligente, maîtresse du moteur à vapeur et

de ses applications, éduquée dans les manufactures, remplit sa mission dans le monde industriel en donnant des formes variées aux matières premières. Nous devrions remplir aussi la nôtre; et nous ne pouvons douter de ce qu'elle est, en voyant la profusion avec laquelle la Providence a doté cette terre de riches produits naturels. Nous devrions offrir à l'Europe des matières premières et ouvrir nos portes à leurs manufactures, afin de faciliter le commerce et la richesse qui l'accompagne, et afin d'apporter au consommateur, à un prix raisonnable, les produits de l'industrie". Ce point de vue n'était pas partagé par certains conservateurs (tel L. Alamán) mieux disposés à défendre les artisans et à promouvoir des projets manufacturiers. Ces héritiers du mercantilisme colonial menaient un combat d'arrière-garde.

Il faudra attendre un siècle pour que les ténors du développement fassent de l'industrialisation la planche de salut de l'Amérique latine. On veut réaliser une industrialisation à marche forcée. La croissance industrielle joue vers 1950 le rôle qu'avait tenu la croissance des exportations vers 1880. C'est le "**développementisme**" (*desarrollismo*). Tout doit être sacrifié à cet objectif national, y compris et surtout une redistribution vers le bas des revenus. On fait appel aux capitaux étrangers et on adopte des lois pour les attirer. L'industrie automobile incarne ce programme industrialiste démesuré qui repose sur une concentration des revenus et une mise au pas des revendications ouvrières.

L'industrialisation constitue-t-elle une planche de salut?

Si l'insertion dans le commerce mondial et l'exploitation des "avantages comparatifs" ont représenté au XIX^e siècle les dogmes des grands prêtres du "progrès", l'industrialisation a été sacrée au XX^e siècle véhicule du "développement".

Quelles étaient les bases de l'industrialisation en Amérique latine? Sûrement pas l'**obraje** colonial, caractérisé par le recours au travail forcé (mita en Équateur, forçats, péons endettés au Mexique), une production frustrée, un sous-équipement, une organisation du travail préindustrielle. Celui-ci devait son existence à la protection que lui assuraient les coûts élevés du transport maritime. Il sera mis à mal par la concurrence que lui feront les industries anglaises au XIX^e siècle. Tout le secteur artisanal sera d'ailleurs touché par les politiques d'ouverture commerciale qu'adoptent la plupart des gouvernements républicains. Son seul atout était les bas salaires. Le premier siècle d'indépendance ne devait pas être favorable à une révolution industrielle en Amérique latine.

L'industrie qui prend de l'expansion un peu avant 1900 est dérivée des activités d'exportation qui suscitent des revenus, donc une demande, et des investissements. La croissance demeure horizontale, limitée aux textiles,

aux chaussures, aux boissons. L'approfondissement sera postérieur à 1930. Il lui manque cependant une industrie des biens d'équipement qu'il faut importer. Il lui manque aussi une politique délibérée de l'État: les politiques adoptées durant le conflit 1914-18 en seront l'amorce. Autrement, les principaux instruments d'une politique industrielle demeurent les politiques douanière (protection artificielle) et monétaire.

La crise de 1930 servira de catalyseur. Encore une fois la stimulation a sa source dans des événements exogènes. Le secteur industriel dépend du secteur agrominier exportateur.

L'industrialisation ne sera nullement facteur d'indépendance nationale. Le lancement de projets sidérurgiques a tout juste fourni un symbole. Elle accroît même la dépendance, ou du moins la transforme: dépendance envers les procédés et équipements importés, envers les capitaux étrangers, envers les débouchés (notamment en Amérique centrale et dans les Caraïbes où les salaires et les marchés sont insuffisants, limitant ces pays à n'être que des plates-formes pour une production industrielle éclatée). Plus on s'industrialise, plus on s'endette! L'industrialisation crée ainsi une nouvelle dépendance.

L'industrialisation continue de porter l'empreinte de ses origines: substituer aux importations une production locale. Elle est affligée par une déformation "consommériste": produire des biens de consommation conçus au Nord (23 modèles d'auto pour un marché argentin de 250 000 unités!). Des consommateurs peu nombreux et privilégiés paient cher des articles pensés pour d'autres sociétés, alors que la majorité des consommateurs est exclue faute de revenus suffisants. Les industriels ne s'échinent pas à devenir plus efficaces, mais à s'assurer que des barrières douanières les isoleront de la concurrence. Ils préfèrent importer des équipements pensés pour des économies à hauts salaires, si bien que l'industrialisation crée moins d'emplois qu'elle ne les déplace du secteur artisanal...quitte à les voir rebondir en période de récession.

On débouche ainsi sur un sous-développement industrialisé. L'adoption de politiques néolibérales a récemment mis en lumière la non-compétitivité de plusieurs firmes et branches industrielles. Il s'en est suivi un délestage de l'appareil industriel bâti grâce à un système protectionniste.

Dans les pays qui avaient déjà des bases industrielles, l'industrialisation trouvera un marché interne. On a beaucoup parlé d'un "processus" d'industrialisation par substitution aux importations (ISI). Encore faut-il admettre qu'il ne fut ni général, ni synchrone. La crise ne déboucha pas de soi sur une solution progressiste comparable au "New Deal" aux États-Unis. Les ajustements furent surtout et d'abord de type réactionnaire, sauf au Mexique sous Cárdenas, même si bientôt dans les années 1940 le Brésil, l'Argentine, le Chili connurent des expériences de transformation, engagées par l'édification d'infrastructures (sidérurgie, hydroélectricité). En Amérique centrale, en revanche, la réponse demeura

réactionnaire sur toute la ligne. On assiste au blocage.

B) La situation dans les campagnes

- L'agriculture commerciale en crise (sucre, café, cacao...) débouche sur le chômage et les bas salaires: au ES, le salaire d'un cueilleur de café tombe à 0,08\$ par jour.
- L'agriculture de subsistance par contre sert de coussin pour absorber le choc et accueillir le repli des journaliers liés à des activités urbaines, en chômage; au Chili, le nombre de travailleurs dans le secteur minier passa de 104 000 en 1929 à 42 000 en 1932.

On parle même d'une "reféodalisation". On observe une résurgence de rapports sociaux non capitalistes, caractérisés par une expansion de la rente-travail: l'*inquilino* chilien, le *colono* en Amérique centrale. L'archaïsme sert d'amortisseur.

L'exode rural dans les pays du Río de la Plata créera à la fois une main-d'œuvre et une clientèle pour les activités industrielles.

Un exemple d'involution: la Cerro de Pasco au Pérou
 Quand cette compagnie minière s'installe en 1902, dans un environnement précapitaliste, elle attire ses travailleurs de l'agriculture en leur offrant de meilleurs salaires fondés sur l'emploi de technologies avancées qui lui assurent un avantage en productivité. Survient la crise de 1930: elle congédie du personnel, abaisse les salaires, forçant les travailleurs à compléter leur rémunération par le travail comme paysans, donc à renouer avec l'économie précapitaliste. La productivité décline, mais la compagnie bénéficie de son monopole comme affineur. Vers 1960, elle sera déclassée par l'arrivée d'un rival qui exploite un puits ouvert; elle vendra finalement ses actifs au gouvernement en 1974. L'avantage initial était devenu un obstacle à la hausse continue de la productivité sans laquelle le capitalisme n'est que **parasitaire**.

La réponse extensive prédominera jusqu'en 1960. L'élan agricole à partir de 1940 reposera sur une faible mécanisation et une faible technification (défaut d'engrais). Entre 1942 et 1962, la production agricole augmentera de 80%, mais l'accroissement sera pour les deux tiers d'origine extensive, liée à l'expansion des superficies cultivées.

La crise de 1929 eut des répercussions économiques indubitables que résume la rupture d'un modèle de développement tourné vers l'extérieur et axé sur les exportations. Dans certains pays, les plus avancés (Brésil, Mexique, Argentine) la rupture donna lieu à une reconversion durable qui prit forme d'une indus-

trialisation.

Dans d'autres, elle fut momentanée, de sorte que le vieux modèle de développement se reconstitua sitôt que les conditions sur le marché mondial (durant la Deuxième Guerre mondiale) le permirent. C'est le cas en Amérique centrale, en Équateur, ou au Venezuela, le moins affecté de tous en raison du pétrole qu'il produit.

Cette évolution contrastée montre que les crises du capitalisme, par elles-mêmes, ne produisent pas d'effets positifs à la périphérie du système, à moins que la lutte des classes ne favorise les classes porteuses du progrès. Les effets négatifs expriment la prédominance interne des forces les plus réactionnaires. La crise par elle-même n'est pas créatrice de progrès; elle peut provoquer même une involution, un retour en arrière (en Amérique centrale). Le dépassement dépend du niveau et de la nature des luttes de classes (comme au Mexique).

2. Dictatures et populismes autoritaires

La crise économique enserre la crise de l'État libéral-oligarchique dans pays les plus attardés (la majorité) ou de l'État libéral-bourgeois dans les pays où la démocratie libérale avait triomphé (Uruguay, Argentine).

La crise signale également une rupture dans la vie politique: entre 1930 et 1934, plus de la moitié des gouvernements d'Amérique latine sont renversés. Elle met fin à un processus d'émergence de gouvernements constitutionnels, plus représentatifs, plus près du modèle occidental de la démocratie bourgeoise (dans laquelle la domination d'une classe se fait hégémonique en se fondant sur un consensus: le gouvernement prétend défendre les intérêts communs, "nationaux"). Elle inaugure une phase marquée par l'autoritarisme gouvernemental, la cooptation/répression des mouvements de masse, l'intervention des militaires dans l'exercice du pouvoir.

La rupture politique n'est pas à porter seulement au compte de la crise économique. Ce serait ignorer l'effervescence politique et idéologique qui a parcouru les années 20. Rappelons certains acquis de la période d'avant-crise:

- la création de partis communistes: il existe 7 PC en 1929, résultant de la transformation de partis socialistes (Chili, Uruguay) ou de la scission d'une aile gauche (Argentine).
- le mouvement de réforme universitaire: de

l'Argentine, elle s'étendra à la majorité des pays de la région, avec au chapitre des revendications et des conquêtes: l'autonomie, la cogestion, une révision des programmes, la promotion de l'éducation populaire.

- la fondation de l'APRA par le Péruvien Victor Haya de la Torre en 1923, puis sa diffusion en plusieurs pays.
- la lutte contre les dictatures de Cabrera au Guatemala, de Machado à Cuba.
- la lutte contre l'impérialisme yankee, en Haïti, en République dominicaine, au Nicaragua (Sandino).
- le mouvement muraliste au Mexique et la promotion du nationalisme dans les arts.
- le *tenentismo* au Brésil et la grande marche de la colonne Prestes (1924-25); le réformisme militaire et l'avènement de militaires réformateurs au Chili (1924), la révolution *juliana* en Équateur. De jeunes officiers ambitionnent de forcer la modernisation l'État oligarchique.

La crise politique des années trente reconnaît plus d'une réponse. On peut distinguer une réponse socialiste qui sera de courte durée. Elle se manifeste par quatre épisodes:

- 1- une révolte "rouge" au Salvador (1932), le seul mouvement armé de masse dirigé par un PC, expression spontanée d'une volonté populaire.
- 2- la courte expérience de la République socialiste du Chili (12 jours en juin 1932). Elle fut plus nationaliste que socialiste, hétérogène.
- 3- la révolte de 1935 au Brésil, improvisée, dernier mouvement anti-impérialiste à prédominance ouvrière.
- 4- un mouvement de masse, la proclamation de "soviets" à Cuba (1933-35). C'est un projet de classe: la classe ouvrière (dans les centrales sucrières) se pose pour la première fois la question du pouvoir.

De fait, la menace "communiste" sera brandie comme épouvantail pour opposer une réponse autoritaire inspirée des expériences européennes et qui, dans plupart des cas, marque la fin du régime des partis et du parlementarisme au profit de dictateurs, mais avec des différences, suivant les pays:

- dans des pays comme Haïti, la République dominicaine et le Nicaragua où les interventions US ont mis en selle des dictatures appuyées sur une Garde nationale qui déplacent l'oligarchie. Les dictateurs sont les chefs de la Garde nationale.
- dans les pays où l'oligarchie se retranche derrière la dictature, mais conserve le pouvoir économique (Guatemala, Salvador, Honduras), en per-

mettant même en Équateur et en Bolivie des réformes socio-économiques.

- dans des pays où l'hégémonie oligarchique se disloque au profit d'alliances qui impliquent intégrations/manipulations des classes populaires urbaines. Ce sera le populisme.
- le Mexique connaît son "New Deal" avec Cárdenas.

Nous allons nous arrêter un moment sur le **populisme**, à cause de son importance "continentale".

Le terme "populisme" est employé à plusieurs sauces pour désigner:

- un style flamboyant de mobilisation politique au service d'un leader magnétique, charismatique;
- des coalitions visant surtout aux classes ouvrières, mais dirigées par des éléments d'une classe dominante;
- des politiques réformistes de promotion de l'intégration nationale et du développement.

Le populisme renvoie à la fois à une idéologie, à une étiquette (péjorative, et par conséquent attribuée et non assumée), à un style de domination. Que de leaders latino-américains ont été décrits comme des dirigeants "populistes" parce qu'ils jouaient aux tribuns et qu'ils prétendaient impulser des politiques pour le peuple. Pris dans cette acception, le terme "populisme" n'a aucune utilité parce qu'il peut être de tous les temps et de tous les lieux. Il est préférable d'en réserver l'usage pour désigner une période et une politique correspondant à des phénomènes sociologiques précis.

S'il désigne l'émergence de la catégorie "Peuple" dans le discours, il renvoie, plus fondamentalement, à une position intermédiaire entre:

- d'une part, une stratégie conservatrice qui favorisait l'accumulation capitaliste aux dépens des seuls travailleurs sans l'assortir d'une formule de redistribution des revenus et
- d'autre part, une stratégie révolutionnaire qui cherchait à assurer le triomphe des ouvriers et des paysans.

L'âge d'or du populisme se situe entre les années 1945 et 1960, bien qu'il y eut des antécédents (Mexique, 1934-40, sous la présidence Cárdenas) et des prolongements (Pérou, 1968-75, avec Velasco). C'est époque d'une urbanisation rapide (d'où la nécessité de contrôler l'exode rural) avec son cortège de demandes sociales et ses problèmes d'intégration des migrants. C'est une époque propice à l'industrialisation protégée. Le populisme est une réponse à ces deux processus. Mais il ne survivra pas à l'emballage de l'un (l'explosion urbaine des années 60) ni aux limites de l'autre (une industrialisation horizontale, la plus facile et la plus tributaire

d'un marché interne traditionnel). Les demandes ne sont absorbables que si elles peuvent être contrôlées d'en haut et que si elles coïncident avec une phase d'expansion économique.

À vrai dire, le populisme apparaît comme un canal d'intégration de la classe ouvrière au développement du mode de production capitaliste et comme une réponse à la crise d'hégémonie au sein de la classe dominante provoquée soit par la crise du modèle d'exportation, soit par l'irruption d'une situation industrialisante que l'État et la bourgeoisie veulent saisir. Il s'incarne dans des hommes (Vargas, Perón) qui exploitent les divisions au sommet pour promouvoir des solutions progressistes qui reposent sur une participation contrôlée de la classe ouvrière. Contre l'appui de classe ouvrière (appui qui sert à déplacer du pouvoir des secteurs oligarchiques, rétrogrades économiquement et politiquement), l'État offre des concessions économiques en termes de salaires, avantages sociaux.

La participation politique (l'ouverture de canaux institutionnels pour acheminer vers le haut des revendications populaires) sert aussi de digue pour contenir et séparer à la fois les antagonismes de classe susceptibles d'opposer une alternative politique réelle. Vargas comme Perón admettent *lo gremial* (les revendications économiques), mais répriment *lo político* (les revendications politiques autonomes, les directions rebelles). Le populisme signifie la mise au pas, le contrôle serré par des politiciens-bureaucrates des organisations ouvrières. Vargas reconstruit le mouvement ouvrier brésilien écrasé dans les années 20. Perón redonne vie au mouvement ouvrier attaqué pendant les années 30.

La «Déclaration des droits du travailleur», promulguée le 24 février 1947, jour d'anniversaire de l'élection de Perón, incluse dans la Constitution de 1949, ne comprenait pas le droit de grève. La syndicalisation passa de 900 000 membres à 2,5 millions entre 1946 et 1954. Près de 70 % de la population active bénéficiait d'une couverture sociale. La CGT était totalement soumise à Perón. La défense du peuple dépendait de son adhésion à une force partisane, le justicialisme. Le justicialisme était la doctrine politique, économique et sociale du péronisme.

Le populisme aménage un espace politique de négociation des intérêts de classe. L'État se présente comme un arbitre au-dessus des conflits. La société populiste est dans les faits et pour longtemps une société dépolitisée.

La société populiste vient à son terme vers 1955, mais se prolongera jusqu'au début des années 70

dans certains pays. La fin de la prospérité liée à la Deuxième Guerre mondiale qui avait permis une redistribution ouvre la voie à un nouveau modèle de développement industriel qui suppose une concentration accrue du capital — au moyen de conversions verticales — et un appel aux investissements étrangers. Cette nouvelle conjoncture réduit la capacité et la volonté de négociation chez les dirigeants.

Son terme est non pas la démocratie représentative (manipulée durant la phase populiste), mais au contraire le passage à des régimes militaires qui s'emparent du pouvoir par des coups d'État (Brésil en 64, Argentine en 66...) L'État décrète et clôt le champ politique comme espace de négociation. Dans les faits, c'est le contraire qui se produit: le politique devient omniprésent (à l'usine : revendication du droit de grève et d'association; comme citoyen: revendication du droit de liberté de presse et de parti). Le populisme avait été une coalition dirigée vers le peuple. La fermeture du champ politique fait que la perspective de classe s'impose.

Le populisme avait permis d'isoler, de compartimenter les luttes politiques (inscrites dans le système et ouvertes à la négociation entre secteurs sous la conduite de l'État populiste) et les luttes de classes (inscrites dans le mode de production et réprimées si elles se manifestent). Aujourd'hui, les luttes politiques tendent à se confondre avec des luttes de classe.

Du point de vue de classe ouvrière, le populisme a permis aux travailleurs de se doter d'organisations et de conquérir des droits. Il a favorisé en revanche le contrôle continu de l'État sur le mouvement ouvrier par des régimes bourgeois (le cas le plus marquant est celui du Mexique et du *charrismo*). La fin du populisme, c'est donc la levée d'une tutelle, c'est la naissance d'une perspective *clasista*.

3. Une occasion ratée : la conjoncture de 1945-1948

La période 1945-1948 aurait été cruciale pour l'histoire politique et sociale de l'Amérique latine. Ce fut une occasion ratée pour l'expansion de la démocratie, pour l'intégration du mouvement ouvrier comme acteur politique autonome, pour l'implantation de réformes en faveur d'une plus grande justice sociale.

Au sortir de la Deuxième Guerre mondiale, suite à la victoire des Alliés sur le fascisme, les dictatures tombent les unes après les autres en Amérique latine. Les libertés civiques sont restaurées. Des gou-

vernements élus se mettent en place. La propagande de guerre en faveur de la démocratie avait pénétré la presse et la radio en Amérique latine. Les États-Unis ne cachent pas leur préférence pour des gouvernements issus du vote périodique et libre des citoyens. Les exceptions sont le Paraguay, le Nicaragua, la République dominicaine et, suivant un autre registre, l'Argentine. Le Parti communiste est toléré; il connaît même des succès électoraux qui l'amène à faire partie du gouvernement à Cuba, au Costa Rica, au Chili. Le mouvement ouvrier émerge comme acteur politique autonome. L'Amérique latine compte peut-être 3,5-4M de syndiqués en 1946. La « démocratie » émerge comme symbole central. Les acteurs lui prêtent plusieurs sens et certains voudraient la réduire à une façade. Des économistes très estimés (œuvrant dans la CÉPAL) prêtent à l'État la vocation à diriger le processus de développement.

Ces tendances étaient peut-être prématurées compte tenu du retard économique de l'Amérique latine. Toujours est-il que l'avancée démocratique est contenue et se renverse à partir de 1948. Les gouvernements progressistes sont chassés du pouvoir par des coups d'État. L'éclatement de la Guerre froide a joué un grand rôle dans l'inversion des tendances. Les PC sont déclarés illégaux dans tous les pays et les leaders communistes sont purgés des syndicats. Les mobilisations populaires encouragées en 1945 sont maintenant dénoncées comme étant d'inspiration communiste, subversives, dictées depuis Moscou, « anti-démocratiques ». Les syndicats militants sont mis au pas. La loi Taft-Hartley (1947) limite aux États-Unis l'action syndicale. Washington appuie la campagne de pénétration des structures syndicales en Amérique latine par des émissaires de l'AFL-CIO. Les États-Unis appuient ce glissement à droite. G. Kennan, l'architecte de la politique d'endiguement contre l'URSS, déclare à Rio en 1950 : « it is better to have a strong regime in power than a liberal government if it is indulgent and relaxed and penetrated by Communists ». Les élites en Amérique latine avaient pris peur devant les réformes sociales et l'ouverture démocratique dangereuses pour leur position privilégiée. La Guerre froide leur permettra de trouver chez les États-Unis l'allié pour mettre fin à cette parenthèse. C'est la victoire des forces conservatrices. On peut rapprocher la conjoncture 1944-1946 avec l'effervescence des années 1920. Dans les deux cas, l'ouverture fut momentanée. Le conservatisme l'emporta, mais ce ne sera pas une victoire définitive.

4. De la "Good Neighbor Policy" à la doctrine de la "sécurité nationale"

En mars 1933, F.D. Roosevelt annonce que désormais la politique étrangère des États-Unis sera régie par les principes du bon voisinage, du respect mutuel. En décembre 1933, il déclare: "the definite policy of the U.S. from now on is one opposed to *armed* intervention". La renonciation unilatérale à l'intervention armée paraissait inaugurer une ère nouvelle. En 1932, les États-Unis retirent les *marines* du Nicaragua; en 1934, ils mettent fin à l'occupation militaire d'Haïti. Ils acceptent d'abroger l'amendement Platt qui faisait de Cuba un protectorat U.S. En 1936, ils admettent la révision du traité Hay-Bruneau Varilla dans un sens qui tient compte de certaines doléances panaméennes (versement d'une rente annuelle de 430 000 \$).

Pour comprendre le contexte, rappelons que la VI^e Conférence internationale des États américains réunie à la Havane en 1928 avait condamné la politique interventionniste US. A la réunion de Montevideo (1933), le principe de non-intervention devient la norme dans les relations inter-américaines. Les États-Unis avaient choisi de suivre le mouvement plutôt que de se bloquer dans un refus. L'intervention militaire **unilatérale et directe** deviendra chose du passé. Toutes les interventions postérieures se feront avec l'appui de nations latino-américaines. En 1989 cependant, Washington choisit d'intervenir à Panama (opération « Just Cause » visant la capture du général M. Noriega) sans consulter ses voisins.

Les leçons des interventions (1898-1934) peuvent se résumer ainsi:

- Il est plus facile de s'engager que de se retirer. Plusieurs pays devinrent des protectorats.
- Les peuples n'apprécient pas la "modernisation" induite par les États-Unis, se souvenant d'abord de l'héritage laissé par l'occupation militaire.
- Les occupants se révèlent incapables de jeter les bases de la démocratie. Les gardiens de l'ordre (les forces policières) deviennent, après le départ des marines US, des agents d'oppression, des piliers de la dictature.
- L'intervention et ses séquelles réactionnaires font des États-Unis un défenseur du statu quo.
- La présence US suscite nationalisme et radicalisme. Les dirigeants US ont tendance à s'étonner que l'intervention puisse être mal accueillie et à considérer que les "meilleurs éléments" de la société "intervenue" l'approuvent.

Avec l'avènement de la politique de "bon voisi-

nage", les relations avec l'Amérique latine changeaient quant à la forme, mais beaucoup moins quant au fond. Gellman a montré comment, entre 1933 et 1945, les États-Unis purent maintenir et renforcer leur contrôle politique et économique sur Cuba en ayant l'air de renoncer à l'exercice de ce contrôle. Smith soutient que l'abrogation fut "an inexpensive gesture to Cuban nationalism". Les États-Unis usèrent de représailles contre le gouvernement Cárdenas lorsque celui-ci nationalisa les entreprises pétrolières qui refusaient d'appliquer sa politique salariale et ouvrière (boycottage du pétrole et des achats d'argent mexicain jusqu'à ce que Washington accepte, à la faveur de la Deuxième Guerre mondiale, de réduire ses demandes d'indemnisation pour les actifs expropriés). Les interventions armées étaient peut-être choses de passé, mais sûrement pas les interférences, les pressions (surtout financières et économiques) contre des gouvernements nationalistes ou réfractaires au type de coopération voulu par Washington.

La Deuxième Guerre mondiale sera l'occasion d'une coopération étroite au profit des États-Unis, à partir du moment (décembre 41) où ils entrent en guerre. Plusieurs nations, pressées par les États-Unis, déclarent la guerre à l'Axe: le Brésil va jusqu'à envoyer en Italie un contingent de 25 000 hommes. L'Argentine fera cependant bande à part jusqu'en 1944, malgré les menaces US. C'est que l'Argentine est depuis le XIX^e siècle un opposant à l'influence des États-Unis en Amérique latine, un rival plus qu'un partenaire. L'Argentine avait misé sur la mauvaise carte. Elle n'a jamais accepté l'hégémonie U.S. La "trahison des États-Unis" dans la guerre des Malouines (en 1982) a confirmé que l'avenir de l'Argentine ne passait pas par une collaboration trop étroite, du moins jusqu'à l'avènement de Menem. En revanche, le Brésil, le grand rival de l'Argentine, a embrassé la carte US et en a récolté des bénéfices économiques.

Les États-Unis distribuent durant la guerre 450 millions \$ en prêt-bail (sur un total de 51 milliards \$) pour l'achat d'armements. En contrepartie, ils obtiennent des contributions sous la forme de vente à des prix tarifés, donc inférieurs aux cours mondiaux, de matériaux stratégiques (cuivre, étain, caoutchouc, wolfram), ce qui représenta un transfert colossal de valeur (estimé dans le cas de la Bolivie à près de 1 milliard \$). Le commerce Amérique latine/États-Unis devint prédominant (représentant 50 % des exportations latino-américaines et 60 % des importations). L'Amérique latine contribua à l'effort de guerre au profit des industries US, au prix du rationnement et d'une inflation, car l'effort de guerre commandait une réorganisation de la production.

La Deuxième Guerre mondiale a donc exacerbé la relation d'asymétrie. L'Amérique latine a dû accepter des déséquilibres à son économie. Elle cherchera à partir de 1945 à restreindre les ambitions US et à obtenir une assistance économique. Elle voudrait que Washington mette sur pied un plan Marshall pour l'Amérique latine afin de compenser les distorsions subies durant le conflit (la vente sur un marché contrôlé diffère de la vente sur un marché libre où il faut affronter la concurrence US dans une Europe inondée de crédits US). Washington refusera, alléguant que la solution passe par des investissements privés. Truman dira: l'Amérique latine a son plan Marshall depuis 1823, c'est la doctrine Monroe qui lui assure la sécurité. Les fonds publics ne doivent pas faire concurrence aux investissements privés (Acheson). « Trade, not aid » sera une expression souvent entendue en réponse à des demandes venant du Tiers Monde.

Après 1945, les États-Unis ont cherché à maintenir "un hémisphère fermé dans un monde ouvert". La politique US a été l'application globale de la doctrine Monroe. Le rôle de gendarme continental a été étendu au monde entier. Coolidge disait dans les années 20: "We are not making war on Nicaragua anymore than a policeman on the streets is making war on a passerby". Ce rôle de gendarme (déjà prévu par le corollaire Roosevelt) s'est exercé contre les peuples du tiers monde, i.e. contre ces peuples faibles comme ceux que les États-Unis avaient affrontés en Amérique latine.

La signature en 1947 du Traité interaméricain de réciprocité constituera le premier des pactes militaires de la Guerre Froide, précédant même la création de l'OTAN. Son objectif était de contenir l'U.R.S.S., d'assurer une défense collective en cas d'attaque armée et "d'une agression qui ne serait pas une attaque armée" d'où qu'elle vienne. En 1948, naît l'autre pièce de la stratégie US, l'Organisation des États américains (OEA), à partir d'une restructuration du système panaméricain lancé en 1889. Le système interaméricain est ainsi mis au service de la confrontation URSS/États-Unis. Si l'URSS a ses satellites, les États-Unis ont les leurs: ils ne toléreront pas de dissidence dans leur sphère, assimilant celle-ci à une "tête de pont" communiste. Les États-Unis interprètent toute résistance dans leur arrière-cour comme un signe de révolte et y voient la main de Moscou. Le rôle de l'OEA sera d'avaliser les décisions US, de leur donner une légitimité en les faisant apparaître multilatérales (ainsi le blocus naval contre Cuba en 1962). Les interventions au Guatemala, à Cuba, en République dominicaine, à Grenade, à Panama montrent que la politique US est d'agir à travers l'OEA

lorsque c'est possible, mais d'agir unilatéralement si c'est nécessaire.

Alors que les États-Unis sont préoccupés de renforcer la sécurité continentale, l'Amérique latine souhaite renforcer son économie. Là réside la divergence fondamentale. Washington est hostile à la création de la CEPAL (1948) qui voudrait que l'on discute des termes de l'échange dans le commerce international. Alors que ce qui intéresse les États-Unis, c'est la création en Amérique latine d'un climat favorable aux investissements U.S.

La question de la sécurité hémisphérique sera posée pour la première fois en 1954 à propos du Guatemala. Le gouvernement Arbenz avait passé une loi de réforme agraire qui expropriait la United Fruit Co. d'une partie de ses terres inexploitées (moins de 200 000 ha). Les réformes s'appuyaient aussi sur des mobilisations (les organisations ouvrières et paysannes s'étaient multipliées). Le Guatemala fut présenté comme une "tête de pont" du communisme (Pensons à l'« épreuve du canard »). Les États-Unis tentèrent d'obtenir l'appui des pays d'Amérique latine à leur politique d'isolement du Guatemala et d'éviter que la question guatémaltèque soit discutée à l'ONU, sous prétexte qu'elle ne concernait que l'hémisphère. La CIA se chargea à partir de 1953 d'organiser et d'armer un commando de "libération" formé de Guatémaltèques et de mercenaires. Elle orchestra une guerre psychologique qui atteignit son comble avec l'invasion de quelques centaines de combattants. L'ambassadeur Peurifoy fit pression sur l'état-major guatémaltèque pour qu'il obtienne la démission du président Arbenz élu en 1951. Confronté à la défection des officiers supérieurs, croyant avoir affaire à une invasion importante (redoutant même l'intervention de troupes US), Arbenz préféra démissionner plutôt que d'improviser une résistance en armant les paysans et les ouvriers, confiant que sa démission ne remettrait pas en cause les acquis d'un processus de réformes de plus en plus profondes. Le rôle des États-Unis dans le renversement d'Arbenz fut une leçon pour les révolutionnaires (entres autres, cubains) sur la nature antiréformiste de la politique US, leur démontrant que Washington ne tolérerait pas de changements révolutionnaires dans leur arrière-cour.

L'**anticonnisme**, pivot de la définition de la sécurité nationale pendant plus d'un demi-siècle:

Stephen G. Rabe en fait la preuve dans *Eisenhower and Latin America: The Foreign Policy of Anticommunism* (Chapel Hill: Univ. of North Carolina Press, 1988). Toutes les administrations US ont été déterminées à empêcher des groupes communistes sympathiques à l'URSS

d'accéder au pouvoir dans l'hémisphère occidental. Cette considération qui est intimement liée à la sécurité a constitué l'enveloppe stratégique de toute la politique envers l'Amérique latine. Celle-ci a évolué en fonction des perceptions changeantes en matière de menace à la sécurité. La menace se faisait-elle lointaine que les États-Unis concentraient leurs ressources sur d'autres régions. Se faisait-elle immédiate qu'ils mettaient en œuvre des stratégies économiques et politiques pour prévenir les intrusions communistes; alors seulement redécouvrait-on l'importance de la démocratie et des réformes comme armes contre l'ennemi. La NSC 144/1, signée le 18 mars 1953, définira l'approche: confronter toute pénétration communiste, éluder les questions des droits de la personne et de la démocratie, inciter à respecter les règles du marché libre et à accueillir les investissements privés. À propos du Guatemala, l'administration Eisenhower "détruisit le gouvernement Arbenz parce qu'elle croyait que le Guatemala était ou allait bientôt être sous la domination de Communistes loyaux envers Moscou." (p. 59)

La tradition socialiste ou marxiste

Elle apparaît en Amérique latine au milieu du XIX^e siècle. Confinées à des cercles étroits, d'abord chez des artisans urbains, plus tard dans des couches ouvrières liées à l'immigration et aux moyens de communications, les idées socialistes pénètrent l'intelligentsia après 1900. L'anarchisme et l'anarcho-syndicaliste seront des courants très influents dans les milieux ouvriers jusque vers 1920.

Après 1917, le marxisme (surtout dans sa version léniniste) devient le courant le plus dynamique, du moins chez les intellectuels. Il trouvera en Amérique latine un milieu à la fois propice et hostile. **Propice** parce que l'État y est l'acteur central et que cette situation est conforme à l'idée que l'État est directement responsable du bien-être collectif et qu'il représente un instrument avec lequel on peut transformer la société. Le léninisme confère aux intellectuels un rôle et un statut au moment où entrent en crise les modèles européens auxquels se référaient traditionnellement les hommes de culture. **Hostile** parce qu'il s'attaque au statu quo interne et que les États-Unis lui sont farouchement opposés. Le marxisme est doublement valorisé comme idéologie du changement révolutionnaire et comme idéologie anti-impérialiste, anti-US. Comment être un nationaliste conséquent sans l'épouser? Deux éléments ont gêné sa diffusion. L'obsession pour l'orthodoxie doctrinale a fait que le marxisme était inadapté à des sociétés préindustrielles où le prolétariat restait une classe embryonnaire, minoritaire. L'adhésion des Partis communistes locaux à des mots d'ordre correspondant aux intérêts de l'URSS a fait d'eux des corps étrangers, d'autant plus faciles à réprimer qu'ils passaient pour être l'émanation d'une puissance extra-continente.

Dans un marxisme d'emprunt, doctrinaire, deux penseurs se détachent pour leur créativité: le Péruvien J.C. Mariátegui (1895-1930) et l'Argentin Ernesto Gueveva (1928-1967). Mariátegui tente d'assimiler dans un cadre marxiste ouvert l'expérience sociale des masses paysannes. Son hypothèse décisive est qu'il n'existe pas au Pérou "une bourgeoisie progressiste, avec une sensibilité natio-

nale, qui se proclame libérale et démocratique, inspirant sa politique dans les postulats de sa doctrine". "Che" sera à la fois un combattant héroïque, un stratège (le "foyer insurrectionnel": un groupe de révolutionnaires dévoués peut fournir l'étincelle d'une insurrection; la nécessité de multiplier les fronts pour éparpiller l'adversaire US), un visionnaire (le socialisme doit former l'"homme nouveau" mu par une éthique fondé sur l'égalitarisme, la solidarité, l'internationalisme).

Le socialisme ne s'implantera qu'à **Cuba** (à partir de 1959) et d'une façon imprévue puisqu'il ne sera pas l'œuvre d'un parti communiste, mais d'un leader qui a su interpréter et canaliser les aspirations de tout un peuple. Il ne sera pas une greffe étrangère ni une aberration. Il sera aussi cubain "que les palmiers", puisant sa force et son authenticité dans une histoire singulière, celle d'une série de révolutions frustrées pour la conquête de la justice sociale et de la dignité nationale. Si Cuba incarne la voie insurrectionnelle vers le socialisme, le **Chili** innovera en empruntant en 1970 la voie démocratique et parlementaire. L'expérience fera vite long feu. La gauche peut conquérir le pouvoir par le scrutin, mais ne peut le conserver face à une opposition qui utilise les institutions (parlementaires, judiciaires, médias) d'un État demeuré bourgeois et recourt enfin à un coup d'État qui détruira ces institutions qui avaient permis la victoire électorale d'une coalition socialiste. Le passage pacifique au socialisme est-il possible en Amérique latine? Le **Nicaragua** représentera une troisième voie: parvenus au pouvoir en 1979, au terme d'une lutte armée, comme les castristes, les Sandinistes entendaient construire une société juste (socialiste dans les faits, sinon dans l'étiquette) dans le respect du pluralisme politique et dans le cadre d'une économie mixte. Épuisés par une guerre d'agression, ils perdront le pouvoir par une élection dont l'enjeu n'était pas le programme de transformation, mais la paix face à une opposition armée et financée par les États-Unis.

Un peintre du dialogue interculturel, Wilfredo Lam (1902-1982):

Né en 1902 dans un petit village cubain, fils d'un commerçant originaire de Canton, devenu écrivain public, et d'une mère mulâtre, Wilfredo Lam a une œuvre fidèle à ses racines. Sa marraine africaine voulait faire de lui un sorcier. Le Jardin botanique de La Havane le marqua également. "Avec les mondes dont il hérita, Lam créera le monde unique de Wilfredo Lam."

Installé en Espagne entre 1924 et 1938, suivant des cours de peinture, mais se mêlant à la vie locale, participant à la défense de Madrid, il fréquente le Musée du Prado, les œuvres de Bosch; il découvre à Madrid les rapports entre l'art primitif vu à Cuba et l'art baroque. A Paris, il se lie d'amitié avec Picasso et les surréalistes. De retour à Cuba en 1942, il peint sa célèbre *Jungle*, l'œuvre

qui traduit son univers: un étonnant mélange de cultures européenne, orientale et africaine, et qui, exposée à New York en 1943, provoque un énorme scandale. Son séjour en Haïti en 1946 où il fait la découverte du vaudou fait que sa peinture se charge de couleurs. Son œuvre au graphisme incisif développe un thème, la jungle peuplée d'animaux ou d'êtres surnaturels, le haut lieu de maléfices, le réservoir de symboles menaçants. Il se pose lui-même en principe: "Tout artiste a une responsabilité géographique et historique qu'il ne peut trahir ni ignorer." Ses peintures sont empreintes de sensualité, de magie. Alain Jouffroy considère *La Jungle* comme un manifeste: "...c'est la première déclaration plastique révolutionnaire d'un Tiers-Monde qui serait déjà conscient de la nécessité d'une mise en commun de toutes les cultures, et l'annonce prophétique de cet éveil sur le plan mondial." Les prénoms qu'il donna à ces trois derniers enfants réunissent plusieurs peuples: Eskil Soren Orbini, Jan Erik Timour, Jonas Sverker Enrique. (Voir Max-Paul Fouchet, *Wilfredo Lam*. Paris: Éditions Cercle d'Art, 1976. 266 p.)

Annexe

Qu'est-ce que le péronisme?

Un phénomène socio-politique peut faire l'objet d'interprétations très différentes selon les points de vue et selon les époques. Le péronisme est un bon candidat à l'observation de ces divergences quant à l'interprétation. Juan Perón fut président de l'Argentine entre 1945 et 1955. Sa doctrine était le justicialisme. Chassé du pouvoir par un coup d'État, contraint à l'exil, il continuera à influencer ses militants et les syndicats ouvriers pendant une vingtaine d'années. Réélu à la présidence en 1973, il rentre en Argentine, mais meurt en 1974. Sa veuve aura une gestion telle qu'elle ouvrit la voie à un coup d'État en 1976 et à huit ans de dictature militaire. Le président Carlos Menem (1989-1999) se fit élire sous la bannière justicialiste. Évincés de l'exécutif aux élections de 1999, les péronistes demeurent encore très influents dans l'Argentine aujourd'hui, plus d'un quart de siècle depuis la disparition du général Perón.

Le dossier qui suit est adapté du livre de Georges Béarn [pseud. de Guy Bourdè], La décade péroniste (Coll. Archives, 62), Paris, Julliard, 1975, p. 209-228. Il suffira pour les fins de cet exercice de lire les sections 1 et 2, puis de les confronter à la synthèse que tente G. Béarn dans la section 5.

« Qu'est-ce que le péronisme, ce régime énigmatique, si difficile à identifier ? les sociologues et les historiens multiplient les définitions contradictoires. *G. de la Torre* : Le péronisme semble une colossale imposture, un amalgame de survivances nazi-fascistes et de réminiscences vaguement marxistes. *Seymour Lipset* : Le péronisme a l'apparence d'un nationalisme populiste anticapitaliste. *G. Germani* : Le péronisme est un fascisme qui s'appuie sur le prolétariat, avec une opposition démocratique qui représente les classes moyennes. *J.-J. Real* : Le péronisme est un front national hétérogène dans sa composition et homogène dans son programme et ses objectifs. *E. Rivera* : Le péronisme prolonge le radicalisme yrigoyeniste. *J.-A. Ramos* : Le péronisme a les traits d'un bonapartisme qui s'élève au-dessus de la société et gouverne avec l'aide de la police, de l'armée et de la bureaucratie. *S. Frondizi* : Le péronisme canalise la pression constante du prolétariat au bénéfice du groupe au pouvoir puis des classes possédantes, mais il favorise une prise de conscience de la classe ouvrière. »

1. Un fascisme argentin?

Le péronisme est souvent présenté comme une variante du nazisme ou du fascisme. En février 1946, le Livre Bleu, rédigé sous la responsabilité de Spruille Braden [secrétaire d'État adjoint] dévoile les contacts du gouvernement Farrell-Perón avec les puissances de l'Axe et souligne le caractère répressif du régime militaire. La grande presse des États-Unis diffuse ces arguments dans le monde entier. En Argentine, l'Union Démocratique, des conservateurs aux communistes, mène sa campagne au nom de l'antifascisme. [On peut donc considérer le texte ci-dessous comme un document de propagande contre Perón. Il échouera à bloquer l'élection du candidat que Washington détestait.]

Le capital allemand, les méthodes de gestion allemandes, le militarisme allemand et l'idéologie fasciste allemande ont exercé une influence profonde et durable en Argentine. Tout en manifestant une extrême impatience à libérer leur économie des capitaux étrangers investis depuis longtemps dans le pays, les nationalistes argentins ont eu de plus en plus tendance à considérer l'impérialisme allemand comme leur allié et leur modèle.

Cependant, le fascisme argentin n'a pas été le simple reflet des fascismes italien et allemand, la marionnette manœuvrée par les puissances de l'Axe; il a bien pris naissance dans le pays et s'est développé selon des principes originaux. Mais le totalitarisme argentin a choisi délibérément de devenir l'allié des puissances de l'Axe et de copier les idéaux et les pratiques des fascismes. Le soutien de l'impérialisme allemand, pourtant promis à la défaite dès 1942, et la conspiration fasciste à l'intérieur du pays ont donné à la dictature argentine ses caractères particuliers et son orientation politique.

L'impérialisme allemand a payé le prix fort pour conserver l'allié argentin. Au plan économique, il a fourni des fonds, des machines et des techniciens par l'intermédiaire des firmes à capitaux allemands fonctionnant en Argentine dans les secteurs du bâtiment, de l'électricité, de la métallurgie lourde, des armements et de la chimie. Au plan militaire, il a assuré l'entraînement et l'endoctrinement, selon les méthodes allemandes, de nombreux officiers supérieurs de l'armée argentine; il a aussi livré des armes. Au plan de la propagande politique, les firmes allemandes et le gouvernement nazi ont dépensé des sommes considérables pour financer, en Argentine, une presse nationaliste qui, sous des déguisements divers et des titres changeants, a préparé la prise du pouvoir du 4 juin 1943 et a soutenu ensuite les gouvernements militaires. Enfin, les diplomates allemands sont intervenus constamment dans les affaires intérieures de l'Argentine avec la perspective de repousser des élections démocratiques et de détruire les institutions parlementaires, ils ont agi ouvertement pour renverser le gouvernement et le Congrès légalement investis et leur substituer une dictature, officiellement neutre et effectivement pro-allemande.

Ainsi, le régime militaire, né le 4 juin 1943, et toujours en place en février 1946, a résulté des efforts conjoints des totalitaires argentins et des fascistes allemands. Son armée, sa police et son administration sont restées sous le contrôle de personnes favorables à l'Axe. En près de trois ans, les dirigeants ont pu changer de poste, mais les éléments pro-allemands ont toujours conservé les ministères clés. En dépit de changements superficiels décidés pour des raisons tactiques, les gouvernements successifs ont maintenu une politique de répression, étouffante et cruelle, qui caractérise les régimes totalitaires.

[Dix ans plus tard, en avril 1955, alors que le régime de Perón chancelle, le journaliste Herbert Matthews, correspondant du New York Times dans le cône sud, classe le justicialisme parmi les dictatures...]

De toute évidence, le péronisme emprunte certains traits au fascisme : la liaison charismatique du chef avec les masses, le « viol des foules » par la propagande politique, l'intolérance à l'égard de l'opposition, la création — tardive — d'institutions corporatistes. Les similitudes s'arrêtent ici. À la différence du fascisme, le péronisme n'exprime aucune visée expansionniste ; il ignore délibérément le racisme ; il pratique, quoi qu'en disent ses adversaires, une répression modérée ; et il a le soutien de la classe ouvrière. Ceux qui assimilent le péronisme au fascisme jugent selon les critères d'une idéologie libérale, en prenant pour référence les démocraties européennes ou la démocratie nord-américaine. Ils méconnaissent la réalité argentine.

2. Une démagogie populiste?

L'écrivain Ernesto Sabato cherche, au contraire, à comprendre le péronisme par rapport au contexte national. Né dans une famille bourgeoise, imprégné d'une culture européenne, tenté un moment par le marxisme, l'auteur de *Sobre heroes y tumbas* témoigne pour une génération d'intellectuels, proches des milieux socialistes ou radicaux. Pendant l'expérience péroniste, il garde ses distances ; il n'aime guère les méthodes autoritaires et démagogiques du régime. Toutefois, après la chute de Perón, Sabato reconsidère sa position. Dans *El otro rostro del peronismo*, essai publié en 1956, il montre comment le justicialisme prolonge une tradition nationale et répond aux aspirations des masses.

Le 4 juin 1943, quand éclata la révolte militaire, toutes les conditions étaient réunies pour qu'un démagogue fit irruption, dans un élan irrésistible, des profondeurs de notre réalité nationale. Cet obscur colonel, dont l'étoile commençait à peine à scintiller à l'horizon politique, comprit très vite qu'en Argentine l'ère des masses était arrivée. D'ailleurs, sa formation en Italie, son penchant instinctif pour le fascisme, son sens infaillible de la démagogie, sa capacité à éveiller les passions les plus troubles de la multitude, sa propre expérience du ressentiment — il était fils naturel —, et donc son intuition que la frustration sociale pouvait être le ressort d'un mouvement de masses, enfin son manque absolu de scrupules, tout le désignait pour devenir le chef, et aussi l'exploiteur, des foules argentines.

Contrairement à ce que soutiennent les rationalistes, ce qui mène le mande, ce n'est pas la raison, mais la passion ; ce ne sont pas les livres, mais les sentiments ; ce n'est pas l'éducation, mais l'instinct. Et les masses, qui sont féminines, tombent amoureuses d'un *Lider*, sans calculer, sans réfléchir, comme c'est le propre de tout amour. Alors qu'elles avaient un excellent prétendant — en l'occurrence le Parti socialiste —, honnête et pur, gentil et travailleur, sobre et studieux, les masses s'enfuirent avec le premier aventurier venu qui sut toucher leur cœur.

C'était normal. Qui pouvaient-elles suivre autrement ? Avec Yrigoyen avait disparu le dernier des *caudillos*, capable de comprendre et de gagner les cœurs de ces êtres oubliés. Les socialistes incontestablement purs, ne parvenaient pas à s'implanter au-delà du Grand Buenos Aires, et

ils incarnaient mieux les aspirations de la classe moyenne instruite et de l'aristocratie ouvrière que les sentiments des masses populaires. Car les socialistes proposaient des méthodes rationalistes — ils voulaient « éduquer le peuple souverain » ; mais ils oubliaient que le peuple allemand, l'un des plus instruits du monde, avait engendré le système nazi. De leur côté, les communistes s'efforçaient d'appliquer abstraitement des théories européennes à la situation particulière de l'Amérique latine ; ils cherchaient, dans les écrits de Marx sur les révolutions de 1848 ou dans des discours de Staline, les règles de conduite pour diriger une grève dans les faubourgs de Buenos Aires. Malgré l'abnégation de leurs militants ouvriers et étudiants, les communistes, eux non plus, ne réussissaient pas à toucher les consciences des travailleurs argentins.

Que restait-il ? Les conservateurs ? Ils défendaient les intérêts de leur classe ; c'était tout naturel et irréprochable. Quant aux nationalistes, ils souhaitaient tout à la fois suivre les exemples éloquentes de Hitler et de Mussolini, créer une Argentine économiquement libre et politiquement souveraine, et retrouver la tradition de l'antique communauté hispanique et catholique. Leur mouvement violent, hargneux, antilibéral, antiparlementaire et anti-impérialiste était le plus apte à canaliser le ressentiment populaire contre les politiciens argentins corrompus et les groupes d'intérêt internationaux. Pourquoi ne furent-ils pas mieux suivis ? Sans doute parce qu'ils étaient trop liés à l'Église — presque toujours impopulaire en Amérique latine — parce qu'ils comptaient dans leurs rangs trop de jeunes de la haute société, parce qu'enfin, eux aussi, se comportaient comme des intellectuels...

Le colonel Perón était alors — et il le demeura par la suite, sans l'avouer — un disciple enthousiaste des doctrines et des pratiques nazies ; pour un peu, on l'aurait pris pour un agent payé par l'ambassade d'Allemagne. À l'évidence, le projet initial du colonel et des officiers qui l'entouraient, était de gouverner une satrapie de l'empire allemand, lorsque Hitler serait parvenu à dominer l'Europe. Contrairement à tous leurs désirs, à toutes leurs prévisions, Hitler échoua. Comme Perón était avant tout péroniste — personne n'oserait mettre en doute ce genre de loyauté ; comme le fondement de sa doctrine, c'était l'élévation du colonel Perón par tous les moyens ; comme il improvisait son rôle au fur et à mesure, tel un formidable *commediante dell'arte* de la scène politique ; comme il n'était, au fond, qu'un opportuniste prêt à jeter par-dessus bord n'importe quelle charge, n'importe quelle personne, n'importe quelle doctrine qui entraverait son irrésistible ascension, il advint ce qu'on pouvait prévoir. La guerre remportée par les Alliés et Hitler bien mort, Perón passa dans le camp des vainqueurs, rangea soigneusement son attirail totalitaire et livra sa propre bataille en Argentine, en soulevant les masses comme il était, seul, capable de le faire.

Ainsi, le ressentiment populaire, accumulé pendant de longues années, trouva enfin l'occasion de s'exprimer. La fonction de *Lider* était vacante ; les masses étaient disposées à suivre ; les partis étaient complètement désorientés. Il ne manquait plus rien. Et Perón se mit à l'œuvre en utilisant tout ce qui lui tombait sous la main. Son empirisme conséquent — la conséquence dans l'inconséquence — et son absence de scrupules éthiques atteignit des dimensions colossales. Ce qui prouve, une fois encore, que dans la vie politique, et dans tous les domaines, l'ordre logique ou la contradiction dialectique sont sans valeur ; ce qui domine, c'est « la raison de la déraison », comme le soutenait Don Quichotte. Simultanément, Perón s'appuya

sur des nationalistes comme Amadeo et sur les juifs comme Sojit, sur des anarchistes comme Figuerola et sur des catholiques comme le Père Benitez, sur des conservateurs comme Dodero et sur des socialistes comme Bramuglia. Avec le même sourire artificiel, au mépris de la raison et de l'Histoire universelle, il recevait des Juifs et des Arabes, des Allemands et des Anglais, des rabbins et des antisémites, des banquiers texans et des maçons italiens, des dames de la haute société et des adolescentes rougissantes.

En fait, Sabato voit dans le péronisme un «populisme». De l'avis des spécialistes, le populisme se définit par le lien personnel entre le leader et les masses, l'affirmation de l'indépendance nationale, une idéologie confuse propre à satisfaire le plus grand nombre, l'alliance de groupes sociaux aux intérêts contradictoires, enfin la volonté de confier à l'État la responsabilité du développement économique. Des mouvements, qui adoptent de telles options, influencent ou dominent la vie politique de plusieurs pays d'Amérique latine au milieu du XXe siècle. Les tentatives de Perón en Argentine, de Haya de la Torre au Pérou, d'Ibañez del Campo au Chili, de Paz Estenssoro en Bolivie ont entre elles des affinités évidentes.

De tous les populismes, le varguisme brésilien est sans doute le plus proche du péronisme argentin. Dans les deux cas, les dirigeants oscillent, avec souplesse, entre un corporatisme hérité du fascisme et un travaillisme voisin du socialisme. Le Conductor et le Benefactor proposent, l'un et l'autre, une doctrine de collaboration de classes qu'ils concrétisent par des réformes sociales— conventions collectives, tribunaux de travail, congés payés, etc. À quelques années d'intervalle, les deux hommes d'État lancent des plans quinquennaux et s'efforcent d'accélérer l'industrialisation. Ainsi les complexes sidérurgiques de Volta Redonda au Brésil et de San Nicolas en Argentine semblent répondre aux mêmes préoccupations. Cependant, une nuance distingue les deux régimes : le péronisme s'appuie sur un mouvement syndical puissant et structuré ; le varguisme contrôle directement les ouvriers par des administrations d'État. [...]

5. Un bonapartisme latino-américain

A notre avis, le péronisme ne relève pas d'une analyse unique; il est justiciable de plusieurs interprétations complémentaires.

Un premier type de raisonnement permet de concevoir le péronisme comme une alliance de classes, alliance apparemment paradoxale puisqu'elle réunit la bourgeoisie d'entreprise et le prolétariat manufacturier qui, tous deux, sont apparus avec l'industrie de substitution. Ce « bloc historique » est dirigé contre une autre alliance, animée par l'oligarchie foncière et soutenue par de larges secteurs des classes moyennes, c'est-à-dire des groupes sociaux liés, de près ou de loin, à l'économie d'exportation. Ces alliances de classes, ou de fractions de classes, se concrétisent dans les coalitions électorales de 1946 et 1951. D'un côté, le rassemblement péroniste repose sur le mouvement syndical et une aile dissidente du radicalisme; il a l'appui financier du patronat et l'accord tacite de l'Église. De l'autre côté, l'Union Démocratique regroupe pêle-mêle les conservateurs, les démocrates, les radicaux, les socialistes et les communistes; elle est en-

couragée par les ambassades étrangères. A travers ce conflit de classes non-conformiste, l'Argentine passe du stade agro-pastoral au stade industriel.

En favorisant l'expérience péroniste, la bourgeoisie d'entreprise défend, bien sûr, ses intérêts. Dans le cadre de l'économie d'exportation, elle était soumise à l'oligarchie foncière et ne parvenait jamais à imposer des tarifs protecteurs. Or la grande dépression et la guerre mondiale suppriment accidentellement la concurrence étrangère. La bourgeoisie nationale peut fonder des usines, accumuler les profits, conquérir son propre marché. En 1945, plus riche et plus puissante elle refuse de revenir en arrière. C'est pourquoi elle laisse agir Perón afin d'éliminer l'oligarchie foncière comme classe dominante. Le patronat inspire directement les mesures de Miranda: lancement du premier plan quinquennal, financement par l'État des équipements, contrôle du commerce extérieur pour maintenir des barrières protectrices, transfert du capital de l'agriculture et de l'élevage vers l'industrie. Mais l'équipe dirigeante commet des erreurs de gestion et ne sait pas s'adapter rapidement au changement de conjoncture. En 1952, quand démarre le second plan, le patronat n'a pas encore les reins assez solides pour conduire seul le développement; il confie l'industrie lourde à l'État et accepte les investissements étrangers dans l'industrie de transformation.

La politique péroniste sert également les intérêts d'un prolétariat qui ne correspond plus à l'ancienne classe ouvrière, formée exclusivement d'immigrants et influencée par les idéologies européennes, mais à la nouvelle classe ouvrière, venue des campagnes et des bourgs de l'intérieur et composée de fils et de petits-fils d'immigrants. Ce prolétariat, de citoyenneté argentine, entré récemment dans les fabriques, sans tradition de lutte, est prêt à suivre un chef, fût-il militaire, qui promet l'indépendance nationale et la justice sociale. Les ouvriers montrent leur force le 17 octobre et contraignent l'État à intervenir en leur faveur. En quelques années, ils obtiennent des avantages considérables: droit syndical, négociations collectives, réduction des horaires, S.M.I.G., allocations familiales, hausse des salaires, treizième mois, caisses d'assurances et de retraites, congés payés, logements sociaux, etc. Toutefois, à l'intérieur de la puissante C.G.T., la direction péroniste ne tolère pas les opinions divergentes, freine les grèves spontanées et s'efforce d'insérer les relations professionnelles dans des cadres corporatifs. Déçus puis déçus, les ouvriers perdent leur enthousiasme. En 1955, ils hésitent à descendre dans la rue comme ils l'ont fait en 1945; et Perón est renversé.

Un second thème de réflexion concerne l'État péroniste. Le régime peut être assimilé à un bonapartisme, c'est-à-dire à un système politique où l'État jouit d'une relative autonomie par rapport aux classes, prend en charge les aspirations de plusieurs groupes sociaux et dispose d'une autorité suffisante pour résoudre de graves contradictions. Ce n'est pas un hasard si Perón fait songer à Napoléon III ou à de Gaule. Dans un régime bonapartiste, le charisme du chef est décisif. Ici, le rôle est assumé par le couple présidentiel: Perón incarne la force virile, le prestige de l'uniforme, le talent politique et il est

lié aux milieux d'affaires; Éva, vivante ou morte, symbolise l'éternel féminin, la vierge-mère, l'ascension sociale et elle a l'affection des masses populaires. Le Lider élabore une idéologie éclectique qui emprunte, sans scrupule, au folklore créole, à l'hispanité franquiste, au fascisme mussolinien, au radicalisme yrigoyeniste, au socialisme marxiste et au réformisme travailliste. La doctrine justicialiste doit être assez souple pour s'adapter à toutes les circonstances.

De 1945 à 1955, l'État accroît notablement ses fonctions. Le gouvernement péroniste étend les pouvoirs de la présidence, crée de nouveaux ministères, gonfle les effectifs des administrations et réduit les prérogatives provinciales. En ce sens, il ne fait que prolonger l'œuvre des gouvernements conservateurs. Plus originale est l'intervention de l'État dans le domaine économique et social. Le contrôle du crédit et du commerce extérieur, la nationalisation des transports et des équipements urbains, la fondation des organismes de planification font apparaître, à côté du secteur de libre entreprise, un secteur public. L'État argentin devient aussi un Welfare State. Le ministère du Travail arbitre les négociations collectives, veille à l'application des lois sociales, distribue des pensions, allocations et secours en tout genre, soutient l'action des syndicalistes dans les comités d'entreprise et dans les mutuelles. Comme la France et la Grande-Bretagne au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, l'Argentine s'engage sur la voie d'une économie mixte qui respecte les mécanismes capitalistes mais réserve une large place aux interventions étatiques.

Au fil des ans, les caractères totalitaires du régime se précisent. Dans un premier temps, de 1945 à 1948, Perón est entouré de personnalités compétentes, proches des milieux syndicalistes; la majorité péroniste est issue du suffrage universel; les institutions libérales sont préservées; l'opposition peut se faire entendre. Dans un second temps, de 1949 à 1951, le système se durcit devant les difficultés économiques. La Constitution est révisée; la presse et la radio sont censurées; les partis de l'opposition sont étroitement surveillés et les syndicats perdent leur liberté d'action. Dans un troisième temps, de 1952 à 1955, Perón a autour de lui des dignitaires plus dociles qu'efficaces; la répression policière s'alourdit; les associations professionnelles encadrent la plupart des branches d'activité et le gouvernement s'oriente vers la formule du parti unique. Cependant, malgré ses excès, le régime péroniste n'est pas plus brutal que la « démocratie frauduleuse » qui le précède et il est moins violent que la dictature militaire qui lui succède.

Le troisième axe d'interprétation tend à situer le péronisme argentin par rapport au contexte international. La guerre mondiale et l'immédiat après-guerre créent des circonstances favorables pour écouler le blé et la viande de la pampa, en quantités massives et à des prix élevés. Grâce aux excédents commerciaux, le gouvernement pé-

roniste peut satisfaire tout le monde, augmenter les salaires ouvriers sans diminuer les profits patronaux. D'où les grands succès initiaux: l'adoption des lois sociales, le rachat des chemins de fer, le rapatriement de la dette, les investissements du plan. Il est plus difficile d'assurer l'indépendance économique et la justice sociale dans une conjoncture de récession. A partir de 1949, l'effondrement des exportations entraîne l'épuisement des réserves financières, le blocage des importations et la stagnation de la production. Pour sortir de l'impasse, les dirigeants se décident à comprimer le pouvoir d'achat populaire et à faire appel aux capitaux étrangers. Ainsi les réalisations du régime semblent largement tributaires des aléas de la conjoncture mondiale.

L'aventure péroniste peut se comprendre comme une percée nationaliste au point de rupture entre deux dominations impérialistes. Des années 1860 aux années 1930, l'Argentine fait figure de dépendance, de semi-colonie de la Grande-Bretagne. En 1933, le traité Roca-Runciman lui reconnaît encore le statut douanier d'un dominion. Cependant, après la Seconde Guerre, la Grande-Bretagne ne peut plus prétendre à l'hégémonie mondiale. En 1947, la nationalisation du réseau ferré argentin, fondé et géré par les compagnies britanniques, marque symboliquement le repli de la vieille métropole. En bonne logique, l'impérialisme nord-américain, qui depuis une génération cherche à s'implanter sur les rives du Rio de La Plata, doit prendre la relève. Mais la prospérité économique place le gouvernement de Buenos Aires en situation de force tandis que les maladresses du Département d'État exacerbent le sentiment national argentin. Dans ces conditions, pendant quelques années, le régime péroniste échappe à toute emprise extérieure. Toutefois les difficultés financières font glisser peu à peu l'Argentine dans la mouvance des États-Unis. L'affaire du pétrole le démontre clairement. Autrement dit, de 1943 à 1953, à travers mille péripéties, s'opère une substitution de domination.

Pendant ce court intermède, la tentative péroniste prend rang parmi les luttes de libération du tiers monde. Le thème de la troisième position, slogan diplomatique sans grande efficacité, ne doit pas être surestimé, il n'en reste pas moins que les velléités d'indépendance à l'égard des deux blocs annoncent, avec dix ans d'avance, les résolutions neutralistes de la conférence de Bandoeng; que les accords commerciaux conclus entre l'Argentine et les pays voisins posent des jalons vers la construction d'un marché commun continental; qu'enfin la propagande justicialiste contribue, à long terme, à la prise de conscience des peuples d'Amérique latine. En définitive, Perón se comporte comme la plupart des leaders du tiers monde: il mobilise un mouvement national contre une domination étrangère et il cherche une voie incertaine entre le capitalisme et le socialisme.